

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55.

LES "CANNIBALES" sauvent une jeune fille

Une petite fille de trois ans est abandonnée par sa maman et grandit bien que mai près de son père.

Puis la guerre arrive qui tue le papa et voilà la fillette tout à fait orpheline.

Alors intervient l'Administration des pupilles de la Nation qui livre la pauvre à un oncle lubrique et ivrogne.

On devine ce que fut l'existence de la malheureuse enfant.

Toujours est-il qu'à bout de patience et pour se protéger contre les tentatives "amoureuses" de son "tuteur", Yvonne Martin, c'est d'elle qu'il s'agit, s'évada, voilà une bonne quinzaine, de la maison de son oncle, et d'Arcis-sur-Aube gagna Paris.

Pauvre petite gosse !

Elle devait, à son arrivée dans la capitale, connaître des choses... des choses que nous ne pouvons pas étailler dans ces colonnes.

Quelques arsouilles rencontrèrent dans les rues de Paris une petite chose désepérée, une jeune fille de quinze ans sans ressources, et se payèrent sur elle de l'"hospitalité" qu'ils lui offrirent.

Et, après quatre jours, la jetèrent sur le pavé.

Une anarchiste, la compagne de notre ami Loréal, Germaine Lecomte, connue dans nos milieux sous le nom de Germaine Caillor, rencontra l'épave douloureuse le jeudi 28 février et n'hésita pas, lui tendant fraternellement les bras, à l'enlever à son incroyable calvaire.

Yvonne Martin était sauvée.

Germaine Caillor la garda avec elle jusqu'au vendredi 7 mars. N'étant elle-même pas très riche, elle avait, profitant du meeting qui eut lieu le jeudi 6 mars en faveur des emprisonnés russes, demandé à d'autres amis de prendre sous leur sauvegarde son cher fardeau.

Une autre femme, une autre anarchiste, Jeanne Meunier, habitant 8, rue

de Charonne, à Paris, accepta tout de suite, de grand cœur, d'être secourable, douce et bonne environs Yvonne Martin.

Elle la dorlotte et la soigne chez elle depuis ce moment-là.

Oui, elle la soigne ! Car la rescapée est malade, très malade, des suites de ses "rapports" avec les indélicats personnages sur lesquels il ne nous plait point de nous attarder plus longtemps.

Yvonne Martin a écrit l'autre jour au maire d'Arcis-sur-Aube qu'on n'avait pas à s'inquiéter sur son compte, qu'elle se trouvait chez de bonnes gens qui prenaient soin d'elle. Elle écrivit, il y a deux jours, la même chose au Préfet de Police, lui disant, en outre, qu'elle n'était plus chez Germaine Caillor, mais chez d'autres camarades.

Depuis que les journaux s'occupent d'Yvonne Martin, Jeanne Meunier a fait bien révélé la retraite de sa protégée, mais celle-ci s'est opposée craignant qu'on ne l'arrachât d'où elle est si bien pour la renvoyer chez son oncle.

Nous l'avons vue hier soir, cette pauvre petite !

Elle est mignonne comme tout. Et les larmes nous viennent aux yeux quand elle nous raconte sa lamentable histoire.

Après que nous l'eûmes bien priée, elle consentit à indiquer son adresse. Jeanne Meunier, jeune femme toute de dévouement, nous donna la même information.

Jeanne Meunier ne voudrait pas que le gros public, ignorant le sort de la pupille de la Nation, crût que celle-ci fut maltraitée, séquestrée, et c'est pour ces raisons surtout qu'elle rompt le silence.

Elle ne souhaite qu'une chose : c'est qu'on lui laisse la chère enfant.

Et la petite mineure Yvonne Martin demande qu'on ne l'enlève pas à la maman retrouvée.

Son orientation nettement politique à ce moment — il n'existe pas d'organisation économique où l'entreprise politique ne se fit sentir — le dirige vers le Parti Ouvrier Français dont il fonda une section dénommée l'Emancipation.

Doué d'une puissance d'observation supérieure il reconnaît rapidement, grâce à son contact direct avec la classe ouvrière, que c'est sur le terrain économique que la lutte doit s'engager. Ainsi défend-il et fait-il triompher, contre son Parti en général et Guesde en particulier, le principe de la grève générale.

Victime de persécutions aussi bien de la part de la bourgeoisie locale que de la part de ses soi-disant amis politiques, il quitte sa région en 1893 pour venir à Paris.

Sa résolution était prise, car après avoir apporté pendant cinq années, sa puissance de travail extraordinaire, aux partis politiques — sans rien demander en retour — il avait eu le temps de percer à jour toutes les machinations, de démasquer toutes les ambitions.

C'est là que commence vraiment ce que nous appelons son œuvre sociale, dont l'étendue et la valeur incontestables, auraient dû impulser vigoureusement le mouvement ouvrier.

Fernand Pelloutier avait compris et ce qui d'abord n'était qu'un rêve en son esprit devint grâce à lui une réalité.

La Fédération des Bourses du travail, crée purement économique de travailleurs, devenait le contre-poisson de l'action pérnicieuse des partis politiques et devait, à son avis, assurer la ruine du système autoritaire.

Débarrassé de tout autoritarisme — son passage dans la pétaière politicienne y avait suffi — son esprit libertaire s'affirme de plus en plus et il se donne sans restrictions aucune à son œuvre d'éducation morale, administrative et technique du prolétariat.

Connaisant le perfectionnement de l'exploitation industrielle et la valeur organisation du capitalisme, Pelloutier comprenait que sans cette éducation la société ne pouvait se transformer intégralement, et qu'il était indispensable de réaliser cette atmosphère morale et physique pour faire disparaître le cortège de misères et d'iniquités inhérent à tout Etat, d'arriver à l'égalisation des conditions pour rendre viable une société d'hommes libres sur la terre libre.

Jusqu'à sa mort il travailla sans relâche à faire triompher ce point de vue. Et il n'est pas inutile de rappeler — au moment où les influences politiciennes ont eu des conséquences tragiques — que sa disparition fut

précipitée par les attaques violentes et ignominieuses de ses ennemis du Parti socialiste.

Alors que la vie paraissait avoir disparu de son corps, alors qu'il n'était plus que l'ombre de lui-même, cet homme probe, courageux, honnête et loyal se trouva dans l'obligation de répondre aux calomnies les plus basses, lancées par les membres influents du Parti politique.

Pendant quatre jours — pour lui longs comme des siècles — il tint tête à l'orage et confondit ses lâches contradicteurs. Ce fut son dernier effort et six mois après, la mort le délivra d'une terrible agonie, alors que la misère étendait sur lui son lugubre manteau.

Le 13 mars 1901, à 11 heures du matin, cette lumière — qui éclairait la route pénible suivie par le prolétariat — s'éteignait.

Est-ce un exemple suffisant ?

VEBER.

Sans nouvelles de Faux

Que fait-on de lui ?

Nous n'avons reçu aucune nouvelle du soldat Faux, qui est aujourd'hui à son quinzième jour de grève de la faim.

Mme Germaine Faux n'a, elle non plus, reçu aucune nouvelle de son malheureux compagnon.

Ainsi, voici appliquée l'ignoble régule de l'isolement que nous avions annoncé hier. La censure fonctionne contre le gréviste de la faim. Ses lettres sont interceptées et sans doute retiennent-elles les témoignages de sympathie et les demandes de nouvelles que lui adressent avec anxiété sa femme et ses amis.

C'est tout simplement odieux. Et M. Magnin, par de tels procédés, ne fait que compléter la physionomie du parfait butor qu'il se dessine complaisamment dans l'histoire de France.

En attendant, voilà des gosses à l'hôpital et une pauvre mère qui n'en peut plus de souffrir et de pleurer.

Cependant la solidarité des travailleurs se manifeste. Voici la communication que nous recevons à ce sujet :

Le personnel des Etablissements Farges, 46, rue Armand-Carrel, à Montreuil-sous-Bois, ému de la détresse dans laquelle se trouve la famille de notre malheureux camarade Faux, gréviste de la faim, fait parvenir à sa compagne la somme de 50 francs, produit d'une collecte faite parmi les ouvriers, ceci pour démontrer à nos gouvernements que chez le peuple c'est le cœur qui parle et non la cupidité, et engage les camarades d'autres maisons à faire le même geste.

Pour la maison Farges :
G. LÉGER.

Voilà un geste qui compense un peu la gouttière du ministre de la Guerre.

Allons, il ne faut pas désespérer du cœur humain. Chez les travailleurs, cet organe fonctionne encore. Et un jour viendra peut-être où il entraînera tout le corps pour une action révolutionnaire qui balayera définitivement ministères et ministres affameurs de gosses, tortureurs de femmes, assassins de pauvres pères de famille.

Des localités à imiter

Nous avons donné hier le nom de onze villes dans lesquelles la proportion de nos acheteurs au numéro l'emporte de beaucoup sur celui de nos abonnés. Il est bon aujourd'hui que nous indiquions en revanche quelques villes où nos abonnés sont en meilleure posture par rapport aux acheteurs au numéro.

En voici plusieurs :

LIMOGES, 51 abonnés et 16 acheteurs au numéro ;

SAINTE-ETIENNE, 36 abonnés et 45 acheteurs au numéro ;

LE HAVRE, 28 abonnés et 36 acheteurs au numéro ;

COURSAN, 10 abonnés et pas d'acheteurs au numéro ;

AIMARGUES, 14 abonnés et 8 acheteurs au numéro ;

ALAIS, 8 abonnés et 11 acheteurs au numéro ;

AMIENS, 16 abonnés et 22 acheteurs au numéro ;

FRESSENNEVILLE, 10 abonnés et pas d'acheteurs au numéro ;

LA ROCHELLE, 7 abonnés et 9 acheteurs au numéro ;

YONNAX, 6 abonnés et 2 acheteurs au numéro ;

AVIGNON, 5 abonnés et 3 acheteurs au numéro.

Le "Libertaire" quotidien serait non seulement assuré pour aussi longtemps que nous le voudrions si toutes les localités de province où il a des lecteurs fournissaient, comme les onze villes précédentes, un nombre d'abonnés égalant et même dépassant celui des acheteurs au numéro.

Allons ! les villes retardataires, rattrapez

la mise ! les villes retardataires, rattrapez le temps perdu et dépêchez-vous d'imiter Limoges, Saint-Etienne, etc..

Administration : ANDRÉ COLOMER

123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'EXTRÉMÉ
Un an..... 80 fr.	Un an.... 112 fr.
Six mois: 40 fr.	Six mois: 55 fr.
Trois mois 20 fr.	Trois mois 28 fr.
Cheque postal Fernande 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

LE SPHINX D'ALBI

lieu d'être entre les mains des bourgeois.

Ces syndicats-actionnaires, ils ont versé de l'argent il y a quelque trente ans, ils n'ont jamais touché ni réclamé de dividendes, mais on leur fait porter toute la responsabilité des méthodes employées à Albi. On est arrivé à cet épouvantable renversement de la raison : des syndicats ouvriers exploitant des salariés.

Tout le conflit vient de là. C'est cette conception collectiviste, éstatiste, qui a prévalu à l'origine de la Verrerie Ouvrière, qui porte aujourd'hui ses beaux fruits.

La façon dont se manifeste le mécontentement des verriers importe peu ; le conflit est à l'état latent, il durera tant que se maintiendra la conception autoritaire des débuts de l'entreprise : il éclatera sous d'autres formes, avec d'autres personnes en relief, mais il reviendra sans cesse à la surface.

Le conflit de la Verrerie Ouvrière est de la même espèce que les conflits entre patrons et ouvriers, entre le magasin de gros et ses employés, comme l'année dernière : il est un soubresaut de la lutte qui durera tant qu'il y aura des exploiteurs et des exploités, des commandes et des commandés.

La nature de l'exploiteur importe peu. Que ce soit le capitalisme, l'étatisme socialiste ou bolcheviste, la coopération régit les usines de production où même les organisations ouvrières se meuvent en exploiteurs, la situation des prolétaires ne sera changée que dans la forme, et nullement dans le fond.

Les difficultés de la Verrerie Ouvrière — même les fautes au point de vue travail qu'on a reprochées aux verriers d'Albi — constituent pour nous une expérience de plus et une raison de plus d'être anarchistes.

Toute organisation de la production — quelle qu'en soit la forme ou l'étiquette — qui condamne les prolétaires à être des inférieurs, des esclaves n'ayant qu'à leur devoir d'obéir et de travailler, est condamnée pour durer à employer les méthodes de violence, de brutalité, d'exploitation qu'ont toujours utilisées les exploiteurs et maîtres de tous les temps. C'est cela ou l'écrasement de l'œuvre.

Le socialisme, le bolchevisme, le coopératif genre Poisson, le syndicalisme même de certains minoritaires, toutes conceptions sociales qui n'admettent pas que les travailleurs soient les propriétaires de leur travail et disposent à leur gré de ses fruits, doivent aboutir, à la mise en pratique, au retour à l'exploitation peu différente du régime bourgeois.

Pour nous, anarchistes, il est important de nous situer sur ce point. L'usine aux ouvriers, le champ au laboureur : c'est une vieille conception qui fait très bien dans les chansons, mais dont on ne préconise plus guère la mise en application.

Ne serait-ce pourtant pas la seule conception sociale qui permettrait de supprimer totalement l'exploitation ? Ne devrions-nous pas nous attacher à rechercher comment ces libres groupements ouvriers, maîtres chez eux, pourraient harmoniser leurs efforts entre eux pour ne pas se gêner, pour s'aider à la pratique du fédéralisme.

Tout ce qui se déroule autour de nous nous prouve que c'est là la bonne voie, que tout ce qui est contraire est voué à l'échec ou à la réaction.

Georges BASTIEN.

Que sont devenus Kogan et Akhtrysky

Depuis un an et demi, on est sans aucune nouvelle de deux militants anarchosyndicalistes Kogan et Akhtrysky, qui à plusieurs reprises connurent l'incarcération dans les gênes du gouvernement "Prolétarien".

S'il est un organisme qui fonctionne en Russie, c'est bien l'organisme policier. La destinée de ces deux camarades en est le meilleur témoignage. Malgré leurs évasions des bagnes où ils étaient enfermés, ils sont, en effet, toujours retournés dans les griffes de la Tcheka. La détention, qui est installée partout, est sans conteste, le plus ferme soutien des gouvernements actuels. Les soi-disant communistes règnent par la terreur policière.

Surnommé "Le Christ", à cause de son noble caractère et de son dévouement admirable, David Kogan était un militant connu à Samara. Il fut arrêté un certain nombre de fois pour propagande anarchiste.

A partir de 1918, il n'est pour ainsi dire plus sorti de prison.

Il connaît le camp de concentration de Kharkov d'où il s'évada. Il connaît aussi les prisons d'Ukraine, de Moscou et échoua à Riazan d'où, en compagnie d'Akhtrysky, il réussit encore à s'évader.

Kokan et Akhtrysky sont arrêtés à nouveau en octobre 1922. Depuis cette date, malgré toutes les démarches tentées, il a été impossible de savoir ce qu'étaient devenus ces deux prisonniers.

La fiancée d'Akhtrysky a fait elle-même des démarches auprès de la Tchéka de qui elle a reçu cette réponse cynique : « Vous reverrez votre fiancé comme vous voyez vos oreilles ».

Une autre tentative a été faite par la sour de Kogan, laquelle est la propre femme de Koubycheff, commissaire du Peuple



KOGAN

à l'inspection ouvrière et paysanne (Commissariat qui contrôle l'activité de tous les autres commissariats du peuple). Malgré cette parenté, la sour de notre malheureux camarade n'a pu obtenir aucun renseignement. Est-ce parce que le beau-frère n'a rien fait de crainte de compromettre sa situation politique ? Ou bien parce que, connaissant le sort de nos amis, il n'a pas osé en faire l'avoue ?

Les démarches faites pour connaitre le lieu d'emprisonnement avaient surtout pour but de venir en aide à ces victimes de la Tchéka en leur procurant des vivres et des vêtements.

Une autre demande de renseignements a été faite par le bureau de l'Association internationale des travailleurs, de Berlin, auprès de l'Internationale communiste. Mais celle-ci se dérapant dans son indifférence n'a même pas répondu.

Nous posons encore une fois la question aux gouvernements russes : Kogan et Akhtrysky sont-ils encore en vie ou ont-ils été fusillés ?

Le Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie.

LEGENDRE doit être libéré

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME S'OCCUPE DE LUI

Nous recevons de M. Henri Guernut, à propos de l'affaire Legendre, une lettre que nous reproduisons volontiers ici :

Monsieur le Rédacteur en Chef,

Par un article paru dans votre numéro du 2 janvier, sous la signature de M. A. Périer, et intitulé Legendre doit être libéré, vous reprochez à la Ligue des Droits de l'Homme d'avoir refusé de s'occuper du citoyen Legendre condamné à dix ans de détention pour intelligences avec l'ennemi.

Parmi nous de vous signaler que nous n'ignorons pas cette affaire, et que nous n'avons jamais refusé de nous en occuper. Bien au contraire; sur la demande de Legendre, demande qui nous a été transmise par notre section de Lille, nous avons fait deux démarches au Ministère de la Justice pour obtenir que Legendre soit maintenu au régime de la détention, pénale à laquelle il a été condamné, et non au régime de la réclusion, régime plus dur, qu'il prétendait lui avoir été appliqué. Nous avons obtenu du Ministère l'assurance que Legendre était bien au régime de la détention, et qu'il bénéficiait de tous les avantages de ce régime.

En ce qui concerne le fond de l'affaire, nous ne sommes pas intervenus jusqu'à présent, ne le connaissant pas suffisamment; mais nous sommes tout disposés à l'étudier, et si vous êtes en mesure de nous donner les renseignements que nous ne possédons pas, nous vous en serons vivement obligés.

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur en Chef, l'assurance de nos sentiments très distingués.

Le Secrétaire général,

Henri GUERNUT.

Notre camarade Périer se fera certainement un plaisir de renseigner la Ligue des Droits de l'Homme, afin qu'elle puisse mener utilement campagne pour la libération de Legendre.

Gabriele d'Annunzio se rendrait en Russie

Rome, 12 mars. — Gabriele d'Annunzio aurait été invité par Tchitcherine à visiter la Russie. Il aurait accepté cette invitation et serait sur le point de partir.

Il ne manquait plus que lui là-dessus. Que le gouvernement des Soviets reconnaîsse les autres gouvernements capitalistes, cela peut encore se défendre, mais que Tchitcherine invite d'Annunzio à se rendre au pays de la dictature rouge, cela dépassé les bornes, et aucune raison d'Etat ne peut égaler cette cordialité envers le réactionnaire de Fiume.

Naturellement, c'est nous qui sommes des contre-révolutionnaires et des petits ourgeois.

L'ASSASSINAT DE PHILIPPE DAUDET

La police se tait Léon Daudet ment

La marche vers la vérité se poursuit. Le Matin publie quotidiennement le résultat de ses enquêtes.

Il faudra bien que les policiers se décident à parler.

Le Matin raconte les visites à l'hôpital Lariboisière. Il est véritablement étonnant de voir l'empressement que manifestent d'un côté Le Flaouter, de l'autre la Streté, générale, à aller aux renseignements.

Le Flaouter se rend le dimanche, à 14 h. 30, à l'hôpital. A cette heure, le corps du « suicidé en taxi » n'avait pas été reconnu officiellement. Le libraire fut conduit à l'amphithéâtre par un infirmier. Mis en présence du cadavre, Le Flaouter reconnaît dans la mort la victime de la police, celui qui avait été attiré la veille dans sa boutique par un habile guet-apens. Mais le libraire ne dit rien à l'infirmier et s'en alla.

Pourquoi Le Flaouter alla-t-il à Lariboisière ?

Est-ce pour savoir seulement si Philippe Daudet, transporté dans le coma, était bien mort ?

D'un autre côté, le lundi, à 10 heures, M. Delange, contrôleur général des recherches judiciaires, se rend à l'hôpital, accompagné de M. Blondel, commissaire divisionnaire, à la Sûreté générale. En cours de route, M. Delange dit à son compagnon : « A propos de suicide, savez-vous que le fils de Léon Daudet s'est suicidé ? » M. Blondel affirme dans la suite au juge d'instruction que ni M. Delange ni lui ne penseront à ce moment à faire un rapprochement entre la mort du fils Daudet et celle de l'inconnu pour lequel ils allaient enquêter.

Mais aux deux fonctionnaires, qui avaient décliné leur qualité, le directeur de l'hôpital déclara : « La préfecture de police s'occupe de cette affaire, je ne puis vous fournir aucun renseignement. » Et MM. Delange et Blondel s'en furent.

Quel était l'objet exact de cette visite ?

Mystère.

Quoi qu'il en soit, le Matin fait remarquer avec à propos que la conduite de Le Flaouter et de la Sûreté générale est étrange : les uns comme les autres se taisent et ne se décident à parler que quand il ne leur est plus possible de faire autrement.

* *

Une déposition bizarre (pour ne pas dire grotesque) est bien celle de Mlle Jeanne Fournier, vendeuse de journaux à la sortie de la station de métro Saint-Michel.

Cette déposition s'apparente aux fameuses déclarations de la voyante.

Voici ce que témoignent extraordinairement tardif prétend reconnaître en Philippe par les photographies des journaux un client aux propos étranges.

Nouveau « témoin mystérieux ».

Il faudra tout d'abord lui faire examiner la vue par un spécialiste, ensuite, si les résultats sont indécis, lui faire examiner le cœur par un médecin aliéné.

Le jeune client que reconnaît cette marchande de journaux aurait tenu les propos suivants :

« — Avez-vous l'Action Française ou le Libertaire ? »

Puis :

« — C'est égal, dit-il, si j'ai voulu savoir ce qu'ils avaient dans le ventre, en tout cas, ils m'ont pris mon argent. J'avais 1.350 francs. »

Comme je le disais, il ne faut voir là qu'une réédition du « témoin mystérieux » de l'Action Française.

Il est vrai que personne ne s'est laissé prendre, cette fois, le coup étant connu.

Décidément, les camelots n'ont pas de veine avec leurs témoins.

* *

D'autre part, Léon Daudet continue son concert d'imprécations. Il entremèle les accusations les plus folles — ou plutôt les plus ignobles, car Daudet n'est pas fou — aux insinuations les plus calomnieuses.

Il clame à tous vents que les anarchistes sont des indicateurs. Il déclare, grotesque et grandiloquent : « Je n'exagère donc rien quand je dis que Colomer, Vidal, Gruffy et Henri Faure iront au couperet en compagnie de leurs patrons Marlier, Lannes et Delange. » Il avance : « Je sais comment fut composé, après bien des hésitations, en collaboration avec la Sûreté générale, le siège numéro de police du Libertaire du 1^{er} décembre... etc. » Pauvre Daudet ! Nous avons déjà dit que nous le mettions au défi de prouver quoi que ce soit. Mais Daudet sait très bien que tout ce qu'il avance est faux. Et personne ne s'y trompe, d'ailleurs. C'est pour cela que nous ne prenons pas au tragique les calomnies atroces que Daudet s'obstine à nous lancer à la face. Tout le monde connaît Daudet et ce que valent ses affirmations.

Dans les « Livrets du Mandarin », le Mandarin écrivait : « Léon Daudet... Un homme qui construit épouvantablement des romans d'aventures... » La police, sa bête noire, la République son cauchemar ! Un pauvre enfant, un héros peut-être ? Un Rimbaud, qui sait ? hermétique, mystérieux, intelligent et inventif, nait dans cette atmosphère surchauffée ; il vit dans un cadre de panoplie, héhé, il a reçu une carte de camelot, à son berceau, une mission de propagande ; il grandit dans la pensée de défendre un régime qui ne peut plus être et un prince qui n'est pas ; il apprend des batailles, il suit des polémiques, il sait déjà les tristesses à quoi s'alimente toute vie politique : médiasse, surveillance, parti pris, mauvaise foi, calomnie, haine mouvante, exaltation constante, interprétation des faits faussée par nécessité, horreur volontaire de l'adversaire, barrière infranchissable établie entre ce qui est notre et ce qui est ennemi. Qu'a fait cet enfant ? Que fait un enfant par nature, par respect de lui-même, s'il a une personnalité ; il dit non et se régime ; il va là où on lui dit que tout est corrompu, vice, porriture, misère. Et cet enfant est poète, un peu vagabond, plein de rêves. Il songe à l'évasion, à l'ailleurs, à l'autre chose, à ce qu'il ne connaît pas. Il part, il part plusieurs fois ; il serait parti toujours.

« Pauvre petit ! J'en ai connu à son âge qui parlaient de suicide comme de belle journée, d'exil vers des Canadas ou des sombras appellée « Votre Grâce ». Si les pauvres de Sorow et de White Chapel ne sont pas contents, après cela.

Brésil comme d'une promenade dans les bois, de tuer ce qui leur paraissait ennemi comme de sacrifier une mouche. Cet enfant qu'une vive curiosité aiguillonnaient a pu, dans une ville où tous les intellectuels se cotoient, où toutes les fois s'accrochent, aller à ces réunions contradictoires où, avec conviction, quelques individus s'évertuent à élaborer le plan selon lequel le monde sera meilleur et l'humanité moins perverse. »

Et le Mandarin montre Daudet pris de la manie du complot et s'écriant :

« On a voulu me tuer, on veut me tuer, on m'espionne, on me poursuit, on a tué mon enfant pour m'atteindre. »

Bien plus, le Mandarin remarque : « Léon Daudet ne s'en tient pas là ; il suscite les témoignages prodigieux des hommes voilés, des visiteurs mystérieux en taxi, des chauffeurs, des romanciers, des policiers, des politiciens, des agents, une voyante, toute la lyre, quoi ! »

Tout Daudet est là, en effet !

Et c'est pour cela que lorsqu'il nous traite d'indicateurs, de policiers, etc., nous haussons les épaules, sans plus.

Georges VIDAL.

Nouvelles secousses sismiques dans l'Amérique centrale

New-York, 12 mars. — Suyant des nouvelles télégraphiques, reçues de Bilbao, de fortes secousses sismiques continuent à être ressenties à Heredia et à San José. On pense que des tremblements de terre se sont produits hier matin dans le Nicaragua et dans la Mer des Antilles.

EN MARGE

Des gens du jour

Une génération sinistre. Ces écrivains-là qui veulent rayer le naturalisme, qui nient l'influence du naturalisme, sont de petits hommes féroces, précis, et les braves gens d'autrefois, qui faisaient des tranches de vie, croyaient au document, s'intitulaient réalistes, sont dépassés, certes, mais continuent aussi. L'Ecole de Médan a existé. Zola, le moins imitable des hommes, a cherché obstinément à créer cette école. Il ne réussit guère, ses dons naturels, détournés, triomphaient. Zola demeure vaste poète, et surtout poète. Nous lui devons beaucoup, et les petits hommes d'aujourd'hui essaient de la jeter aux oubliettes.

Mais la mode, le ton, le goût du jour, qu'est-ce que ça prouve ? Une école succède à l'autre. Dix, quinze, trente ans plus tard, on s'aperçoit du bienfait, des méfaits d'une école, d'un groupe, d'une génération. A déclaré le noble ministre. Mais étant donné les personnes auxquelles il s'adressait réalistes, sont dépassés, certes, mais continuent aussi. L'Ecole de Médan a existé. Zola, le moins imitable des hommes, a cherché obstinément à créer cette école. Il ne réussit guère, ses dons naturels, détournés, triomphaient. Zola demeure vaste poète, et surtout poète. Nous lui devons beaucoup, et les petits hommes d'aujourd'hui essaient de la jeter aux oubliettes.

Mais la mode, le ton, le goût du jour, qu'est-ce que ça prouve ? Une école succède à l'autre. Dix, quinze, trente ans plus tard, on s'aperçoit du bienfait, des méfaits d'une école, d'un groupe, d'une génération. A déclaré le noble ministre. Mais étant donné les personnes auxquelles il s'adressait réalistes, sont dépassés, certes, mais continuent aussi. L'Ecole de Médan a existé. Zola, le moins imitable des hommes, a cherché obstinément à créer cette école. Il ne réussit guère, ses dons naturels, détournés, triomphaient. Zola demeure vaste poète, et surtout poète. Nous lui devons beaucoup, et les petits hommes d'aujourd'hui essaient de la jeter aux oubliettes.

Mais la mode, le ton, le goût du jour, qu'est-ce que ça prouve ? Une école succède à l'autre. Dix, quinze, trente ans plus tard, on s'aperçoit du bienfait, des méfaits d'une école, d'un groupe, d'une génération. A déclaré le noble ministre. Mais étant donné les personnes auxquelles il s'adressait réalistes, sont dépassés, certes, mais continuent aussi. L'Ecole de Médan a existé. Zola, le moins imitable des hommes, a cherché obstinément à créer cette école. Il ne réussit guère, ses dons naturels, détournés, triomphaient. Zola demeure vaste poète, et surtout poète. Nous lui devons beaucoup, et les petits hommes d'aujourd'hui essaient de la jeter aux oubliettes.

Mais la mode, le ton, le goût du jour, qu'est-ce que ça prouve ? Une école succède à l'autre. Dix, quinze, trente ans plus tard, on s'aperçoit du bienfait, des méfaits d'une école, d'un groupe, d'une génération. A déclaré le noble ministre. Mais étant donné les personnes auxquelles il s'adressait réalistes, sont dépassés, certes, mais continuent aussi. L'Ecole de Médan a existé. Zola, le moins imitable des hommes, a cherché obstinément à créer cette école. Il ne réussit guère, ses dons naturels, détournés, triomphaient. Zola demeure vaste poète, et surtout poète. Nous lui devons beaucoup, et les petits hommes d'aujourd'hui essaient de la jeter aux oubliettes.

Mais la mode, le ton, le goût du jour, qu'est-ce que ça prouve ? Une école succède à l'autre. Dix, quinze, trente ans plus tard, on s'aperçoit du bienfait, des méfaits d'une école, d'un groupe, d'une génération. A déclaré le noble ministre. Mais étant donné les personnes auxquelles il s'adressait réalistes, sont dépassés, certes, mais continuent aussi. L'Ecole de Médan a existé. Zola, le moins imitable des hommes, a cherché obstinément à créer cette école. Il ne réussit guère, ses dons naturels, détournés, triomphaient. Zola demeure vaste poète, et surtout poète. Nous lui devons beaucoup, et les petits hommes d'aujourd'hui essaient de la jeter aux oubliettes.

Mais la mode, le ton, le goût du jour, qu'est-ce que ça prouve ? Une école succède à l'autre. Dix, quinze, trente ans plus tard, on s'aperçoit du bienfait, des méfaits d'une école, d'un groupe, d'une génération. A déclaré le noble ministre. Mais étant donné les personnes auxquelles il s'adressait réalistes, sont dépassés, certes, mais continuent aussi. L'Ecole de Médan a existé. Zola, le moins imitable des hommes, a cherché obstinément à créer cette école. Il ne réussit guère, ses dons naturels, détournés, triomphaient. Zola demeure vaste poète, et surtout poète. Nous lui devons beaucoup, et les petits hommes d'aujourd'hui essaient de la jeter aux oubliettes.

Mais la mode, le ton, le goût du jour, qu'est-ce que ça prouve ? Une école succède à l'autre. Dix, quinze, trente ans plus tard, on s'aperçoit du bienfait, des méfaits d'une école, d'un groupe, d'une génération. A déclaré le noble ministre. Mais étant donné les personnes auxquelles il s'adressait réalistes, sont dépassés, certes, mais continuent aussi. L'Ecole de Médan a existé. Zola, le moins imitable des hommes, a cherché obstinément à créer cette école. Il ne réussit guère, ses dons naturels, détournés, triomphaient. Zola demeure vaste poète, et surtout poète. Nous lui devons beaucoup, et les petits hommes d'aujourd'hui essaient de la jeter aux oubliettes.

Mais la mode, le ton, le goût du jour, qu'est-ce que ça prouve ? Une école succède à l'autre. Dix, quinze, trente ans plus tard, on s'aperçoit du bienfait, des méfaits d'une école, d'un groupe, d'une génération. A déclaré le noble ministre. Mais étant donné les personnes auxquelles il s'adressait réalistes, sont dépassés, certes, mais continuent aussi. L'Ecole de Médan a existé. Zola, le moins imitable des hommes, a cherché obstinément à créer cette école. Il ne réussit guère, ses dons naturels, détournés, triomphaient. Zola demeure vaste poète, et surtout poète. Nous lui devons beaucoup, et les petits hommes d'aujourd'hui essaient de la jeter aux oubliettes.

Mais la mode, le ton, le goût du jour, qu'est-ce que ça prouve ? Une école succède à l'autre. Dix, quinze, trente ans plus tard, on s'aperçoit du bienfait, des méfaits d'une école, d'un groupe, d'une génération. A déclaré le noble ministre. Mais étant donné les personnes auxquelles

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Poincaré va livrer cette après-midi une grande bataille. C'est, en effet, à trois heures que s'ouvrira au Sénat le débat sur la politique financière, et si l'on considère le peu d'empressement que mit la Chambre haute à suivre le gouvernement, lors de la discussion de la loi électorale, il est permis de supposer que le résultat de la lutte sur les décrets-lois et le double décime peut réservé des surprises.

La Chambre des députés, qui suit aveuglément le gouvernement, a approuvé les mesures préconisées par M. de Lassèvre et sa commission, pour réaliser des économies, équilibrer le budget, arrêter la chute du franc et combattre la vie chère.

Contrairement aux espérances du grand orgeletier et de sa clique, le franc a continué à s'érouler et le prix de la vie a augmenté d'une façon scandaleuse.

La Commission du Sénat, qui ne peut pas être suspectée de révolutionnarisme, s'inquiète des erreurs accumulées depuis deux ans par le gouvernement actuel et craint probablement que dans le peuple, pressuré d'impôts et de taxes, un mouvement de révolte ne se manifeste, qui entraînerait dans la chute non seulement le gouvernement, mais aussi ceux qui le soutiennent.

C'est là certainement la seule cause de la sagesse de nos braves sénateurs.

La commission sénatoriale repousse donc les décrets-lois, considérant que ce sont des moyens inconstitutionnels, et n'accepte les doubles décimes — qu'elle qualifie d'injustes — que par nécessité immédiate.

Pour les allumettes, la commission s'est prononcée contre la cession du monopole qui, nous l'avons déjà indiqué, rapporte à l'Etat une somme de 74 millions de francs par an.

Poincaré posera-t-il la question de confiance sur les deux points en litige ?

C'est toute la loi, qui s'ébranle si le Sénat n'accorde pas les décrets et M. de Lassèvre serait dans une bien pire position si le Sénat refusait de livrer les allumettes à l'entreprise privée. Il persistait avec son chef de gouvernement à rester au pouvoir, lui qui menaçait la Chambre de s'en aller si elle ne votait pas l'article relatif aux monopolies.

D'un autre côté, le Sénat osera-t-il flancher à la porte M. Poincaré et son troupeau ? Nous avons vu que dans un dernier vote, les sénateurs se sont abstenus de craindre de voir M. Poincaré jeter son portefeuille dans la balance.

Mais si les sénateurs ont un peu plus de courage que leurs confrères de la Chambre, c'est la crise ministérielle qui est ouverte, et très probablement les élections brûquent.

Le président Ebert, en Allemagne, accepte la dissolution de la Chambre et Millerand sera sans doute obligé d'avoir recours à la même mesure, si le gouvernement ne trouve pas au Sénat la confiance qu'il implique.

Le peuple français fera donc ses élections, il proclamera la victoire de la république si le bloc des gauches triomphe, et les doubles décimes qui ne seront pas appliquées seront remplacées par un autre impôt, tout aussi arbitraire, car c'est le rôle même de l'impôt d'être arbitraire.

Le double décime, qui n'aura pas été voté, aura néanmoins sa répercussion sur le marché, et les associations de marchands ne baisseront pas leurs prix d'un centime. Il est cependant possible que l'avènement au pouvoir d'un gouvernement plus ou moins rouge fasse à son début certaines concessions pour légitimer son opposition passée. Mais aussi tôt que les bases du pouvoir seront solides, la répression s'intensifiera progressivement, et le bloc des gauches suivra identiquement les mêmes voies que le bloc national.

Rien ne sera changé. Le populo sera le bœuf dans l'eau, comme toujours, et pensera à nouveau à changer de maîtres, dans l'espoir d'en trouver de meilleurs que les précédents.

Le bloc ouvrier et paysan fera alors son apparition sur les bancs du gouvernement. A qui le tour ensuite ?

Le peuple devra de cette façon toujours chercher de nouveaux maîtres, car il n'y a qu'une chose à laquelle ne songe pas le prolétariat, c'est de les supprimer !

Et tant qu'il n'y aura pas sérieusement pensé, la société bourgeois se perpétuera, au bénéfice du capital et de ses défenseurs qui siègent dans les Parlements du monde entier.

J. C.

RUSSIE

IL NE FERA PAS DE BETISES

Le journal *Politiken* publie un message de son correspondant à Helsingfors annonçant que Rykow souffre actuellement d'une affection des reins incurable. Les docteurs déclarent que Rykow ne pourra jamais prendre une part effective à la conduite des affaires de l'Etat.

ANGLETERRE

UN EMPRUNT BRITANNIQUE ?

Le « Chicago Tribune » a appris hier soir qu'un syndicat de banques britanniques a accordé un crédit de cinq millions de livres sterling au gouvernement français, sur traite à trois mois, trois fois renouvelable pour la même période de temps.

Bravo, les Anglais. Le Proletariat français va rouler sur l'or, surtout que le geste de l'Angleterre ne sera pas isolé et que l'Amérique aussi offre, paraît-il, cinquante millions de dollars à la France.

Avec ça et l'Alsace-Lorraine qui a été rendue, le peuple français n'aura plus besoin de travailler.

UNE CONFERENCE ANGLO-BELGE-AMERIGAINE DE FEMMES INGENIEURS

Londres, 12 mars. — Des femmes ingénieurs britanniques, américaines et belges, présenteront des rapports sur divers sujets à la deuxième Conférence internationale de femmes ingénieurs, qui aura lieu à Manchester du 2 au 3 avril.

Espérons qu'elles ne s'occupent point du perfectionnement des machines de guerre.

UNE FEMME MET AU MONDE QUATRE ENFANTS

Londres, 12 mars. — Une londonienne qui s'attendait à être mère à la fin d'avril, a donné le jour aujourd'hui à quatre enfants : deux garçons et deux filles bien constitués ; l'une des filles est néanmoins morte quelques heures après.

Enfanter quatre enfants cela doit être assez dur. Mais les éléver ? Aussi le gouvernement donnera-t-il bien 80 francs à la mère.

UN NOUVEAU CHARBONNAGE

A NOTTINGHAM

Londres, 12 mars. — Un nouveau charbonnage sera bientôt creusé dans le comté de Nottingham. La mine fournira du travail à 2.000 ouvriers, et un village sera construit à proximité.

Sont-ce les propriétaires de la mine qui feront construire le village ? Alors, méfions-nous ! Mais les ouvriers de Nottingham, il faut le reconnaître, savent en générale défendre, pour leur corporation le moins, le droit au bien-être « modèle ».

Et le village anglais ne ressemblera peut-être pas aux corons français.

ESPAGNE

LES OPERATIONS AU MAROC

Londres, 12 mars. — Suivant des nouvelles de Madrid, le Directoire attendrait le moment opportun pour de futures opérations au Maroc.

On attend à ce que ce moment soit proche.

Mais oui, que Primo de Rivera attende et espérons que des prochains succès seront semblables aux précédents. Les militaristes espagnols consentiront alors à laisser en paix les malheureux indigènes que l'on trouve dans leur pays, et qui se défendent avec raison et courage.

ETATS-UNIS

L'AMERIQUE SECHE

New-York, 12 mars. — Après un mois d'études l'amiral Plunkett déclare qu'il est absolument impossible de se servir utilement de la loi sur la prohibition. Il est d'accord que les efforts combinés de tous les juges, avocats et policiers du pays n'empêcheront pas les contrebandiers d'importer des liqueurs. La seule chose à faire suivant l'amiral est d'abroger la loi et d'en promouvoir une autre établie sur des bases possibles.

Il ne faut désespérer de rien ... puisque, pendant ce temps à Londres, vingt pour cent de bénéfices était l'appât offert par sir Bridwill Hartwell pour encourager la contrebande du whisky vers l'Amérique. Cette offre alléchante est battue aujourd'hui par M. H. Nicholson, écossais, qui offre 25 %.

TERREUR TEMPETE

Une centaine de victimes

New-York, 12 mars. — Une violente tempête actuellement rage sur les côtes du Maine. Plus de cent personnes ont été tuées par l'écrasement de maisons. Les dégâts matériels sont considérables. Les communications téléphoniques et télégraphiques sont interrompus et les trains subissent des retards considérables.

D'autre part, un certain nombre de vaisseaux sont signalés en détresse à la côte.

Les grèves

EN ALGERIE

A Alger. — Les espadrilleurs sont en grève depuis trois semaines. Les patrons refusent d'accepter leurs revendications qui portent sur une augmentation de salaires de 15 %.

Les maçons d'Oran sont en grève. Ils réclament la journée de 8 heures et une augmentation de salaires en rapport avec la vie.

Victoire à Alger du syndicat des cordonniers qui obtiennent satisfaction à leur demande de relèvement des salaires.

DANS LA CARROSSERIE A BILLANCOURT

Cet après-midi, à 3 heures, les ouvriers de la maison de carrosserie Kellner, ont déclaré la grève. Après une réunion en plein air, des pourparlers ont eu lieu entre la direction et les délégués ouvriers. Ces pourparlers n'ont pas abouti. Une autre réunion aura lieu ce soir.

CHEZ LES SERRURIERS

La direction de la maison Goumy ayant déclaré à son personnel que ceux qui ne reprendraient pas le travail hier seraient considérés comme démissionnaires, les camarades, avec un ensemble touchant, ont oublié de se présenter, ils estiment qu'ils ont la libre disposition de leurs bras et qu'ils peuvent poser des conditions qui leur permettent de vivre.

La maison reste donc à l'index pour la petite et grosse serrurerie et leur patron va signifier à ces camarades qu'il les congédie. Sans doute n'est-il pas trop pressé de remettre son entreprise en train.

ECHOS DE LA GREVE DE L'ENVELOPPE

Nous rappelons à nouveau au personnel de la Maison Blançan que nous tenons à sa disposition la somme de 300 francs, envoyée pour les grévistes de l'enveloppe et refusée par ces camarades.

Le Syndicat du Papier Carton.

A ROMANS

Grève de la Maison Delbord. — Hier, 14e jour de grève, le pointage des cartes s'est effectué comme à l'habitude, aucune défection à noter. Hier soir une manifestation autour de l'usine a démontré que le moral n'est pas atteint, bien au contraire, la population ne ménage pas ses applaudissements aux grévistes ce qui est de bon augure pour l'issue de la lutte.

Allons, M. Delbord, rendez-vous à l'évidence et comprenez que votre entêtement ne sert pas à augmenter votre popularité.

Le Comité de grève.

Le Syndicat des Guirs et Peaux.

A propos d'une enquête

Le problème de la natalité commençant à devenir inquiétant pour messieurs les nationalistes, qui ont peur que la chair à canon et à usine ne leur fasse bientôt défaut l'Union sociale des Ingénieurs catholiques a ouvert une vaste enquête, dans le pays, sur « la famille et le travail ».

De cette enquête, dont le *Progrès Civique* du 25 janvier a donné une analyse très intéressante, il ressort que la situation des familles ouvrières n'est guère brillante.

D'après les enquêteurs, pour une famille, se composant de six personnes — le père, la mère et quatre enfants au-dessous de 14 ans — il faudrait à Lyon, 6.600 francs ; à Saint-Dizier, 5.470 francs ; à Roubaix-Tourcoing, 7.330 francs ; dans les mines du Nord 6.000 francs ; dans la région d'Aisne, 5.280 francs et à Paris, 6.125 francs. Moyenne générale 6.000 francs.

Ceci rien que pour la nourriture, bien entendu.

Les autres dépenses nécessaires sont évaluées à 3.000 francs.

Ce qui donne un total de 9.000 francs de dépenses, par an, pour une famille de 6 personnes.

Or, d'après M. l'ingénieur Liouville, rapporteur général de ces enquêtes, il y a bien des ouvriers spécialistes qui touchent 9.000 francs par an, mais la grande majorité des travailleurs sont des manœuvre-s spécialisés dont les salaires oscillent entre 4.800 francs et 6.000 francs, sans chômage. Il y a même dans la région de Paris des salaires moindres.

Parfaitement, il faut sauver le franc. Et pour le tenir sur la pente fatale, il n'est qu'un moyen : conserver sous cloche, sous la cloche de verre de la salle des séances, le potager du Bloc national, les navets, courges, potirons et melons aragonins. Préserver les « grosses légumes » de la première gelée, tel est le souci élyséen, telle est la préoccupation poincariste.

Je comprends les angoisses de ces deux augustes jardiniers, qui ont semé et cultivé sous couche — une couche épaisse — toutes les graines de Ba-Ta-Clan.

Et M. Georges Ponsot de conclure, non sans raison :

Les matinées d'avril et de mai, avec leur gelée, seraient funestes au potager du Palais-Bourbon.

Mais cela n'est pas suffisant et il ne faut pas que les matinées d'avril et de mai, funestes au potager actuel du Palais-Bourbon, soient favorables à la poussée d'une nouvelle floraison qui remplacerait en tous points la première.

Et qui contenterait peut-être M. Georges Ponsot...

En lisant les autres...

Les élections

Les élections auront-elles lieu, seulement on n'en est plus bien sûr... M. Georges Ponsot, dans l'*Ère nouvelle*, écrit :

Ce n'est encore qu'un bruit rasant le sol, la cour de l'Elysée et les antichambres ministérielles. Mais, demain ?

« La Chambre serait prorogée pendant une année. »

Je découpe, dans « Excelsior », ces lignes :

« Certains ont envisagé, d'autre part, la possibilité d'une prorogation des pouvoirs de la Chambre actuelle, qui ajournerait les élections législatives soit en novembre prochain, soit en avril ou mai 1925. Cette solution aurait, à leur avis, l'avantage de répondre à la campagne engagée contre le franc en vue d'élections législatives prévues pour avril ou pour mai, et de permettre à la Chambre actuelle de voter, avant de se séparer, la réforme des pensions, la loi sur les assurances sociales et les projets militaires déjà adoptée, le statut de l'armée nouvelle. »

Parfaitement, il faut sauver le franc. Et pour le tenir sur la pente fatale, il n'est qu'un moyen : conserver sous cloche, sous la cloche de verre de la salle des séances, le potager du Bloc national, les navets, courges, potirons et melons aragonins. Préserver les « grosses légumes » de la première gelée, tel est le souci élyséen, telle est la préoccupation poincariste.

Je comprends les angoisses de ces deux augustes jardiniers, qui ont semé et cultivé sous couche — une couche épaisse — toutes les graines de Ba-Ta-Clan.

Et M. Georges Ponsot de conclure, non sans raison :

Les matinées d'avril et de mai, avec leur gelée, seraient funestes au potager du Palais-Bourbon.

Mais cela n'est pas suffisant et il ne faut pas que les matinées d'avril et de mai, funestes au potager actuel du Palais-Bourbon, soient favorables à la poussée d'une nouvelle floraison qui remplacerait en tous points la première.

Et qui contenterait peut-être M. Georges Ponsot...

Et M. Georges Ponsot de conclure, non sans raison :

Les matinées d'avril et de mai, avec leur gelée, seraient funestes au potager du Palais-Bourbon.

Mais cela n'est pas suffisant et il ne faut pas que les matinées d'avril et de mai, funestes au potager actuel du Palais-Bourbon, soient favorables à la poussée d'une nouvelle floraison qui remplacerait en tous points la première.

Et qui contenterait peut-être M. Georges Ponsot...

Et M. Georges Ponsot de conclure, non sans raison :

Les matinées d'avril et de mai, avec leur gelée, seraient funestes au potager du Palais-Bourbon.

Mais cela n'est pas suffisant et il ne faut pas que les matinées d'avril et de mai, funestes au potager actuel du Palais-Bourbon, soient favorables à la poussée d'une nouvelle floraison qui remplacerait en tous

L'Action et la Pensée des Travailleurs

CERCLE SYNDICALISTE
FERNAND PELLOUTIER

Ce soir, à 20 h 30, Grande Salle de la Bourse du travail, à l'occasion du 23^e anniversaire de la mort de Fernand Pelloutier.

Grand Meeting-Concert

La réunion sera présidée par le camarade Hubert, secrétaire du Syndicat des Terriassiers, assisté des camarades Charbonneau, du S.U.B., et Forget, de la Fédération du bâtiment.

Orateurs ayant promis leur concours :

A. Bousquet, des boulanger ; J.-B. Vallet, des charpentiers en fer ; P. Jouetau, Fédération du bâtiment ; Paul Weber, des métaux ; B. Broutchoux, des métaux ; Un délégué du cercle.

La vieille C.G.T. et la C.G.T.U. ont été invitées à cette conférence. Leurs orateurs seront annoncés.

Une partie artistique, des mieux soignées, clôturera cette bonne réunion. L'Harmonie socialiste du XII^e prêtera son gracieux concours.

Travailleurs de Paris, nous comptons que vous répondrez en nombre à cet appel.

Vive le Syndicalisme libre et indépendant de tous partis politiques.

Pour tout ce qui concerne le Cercle, s'adresser à la Fédération du bâtiment, 33, rue Grange-aux-Belles.

Réverendissime!!!

Le sieur P. M. qui n'est plus P. M., mais définitivement Pierre Monatte, a remis ça. Et il voilà qui, en ce qui le concerne, se décharge sur des tiers. Il a un air de dire : « Vous savez, moi, je m'en lave les mains ! »

C'est son habitude d'ailleurs d'imiter Ponce-Pilate. Ne l'a-t-il pas fait en 1927, au moment de la scission. « Constitue la G.G.T.U. si vous voulez, moi, voyez-vous, je reste à la C.G.T. Si vous réussez, je serai toujours à côté de vous pour pontifier ; si vous ne réussissez pas, je n'aurai pas contribué ! »

Ce procédé est totalement dépourvu d'élegance.

Maintenant le bonhomme me fait tenir, au Comité général du Rhône du 27 février, des propos... un peu cassants, si je puis dire. Il va même jusqu'à mettre entre mes mains une férue. Que diable ! ne vous trompez pas, Monsieur, cet instrument vous va trop bien, ne le lâchez point !

Mon intervention, au Comité général, s'est bornée à traduire les sentiments que les Métaux de Lyon nourrissent à l'endroit des commissions politico-syndicales. Sentiments qui ont été concrétisés dans l'article 19 des statuts ainsi conçus :

ARTICLE 19. — Le Syndicat : « dit toutes discussions politiques ou religieuses dans ses assemblées »

En laissant à chacun de ses membres la liberté d'adhérer individuellement aux groupements de sa convenance, le Syndicat ne saurait tolérer, sans violer sa Charte constitutive contenue dans l'article 3, de la part de ces groupements, de se substituer à lui dans l'étude et la réalisation des questions économiques de son ressort, et ceux de ses membres qui s'inclineront devant cette substitution, se mettront d'eux-mêmes en dehors du Syndicat.

Cela me dispense d'insister davantage. Notre Syndicat des Métaux a cru nécessaire d'employer ce moyen de prophylaxie. Nul, sauf Monatte, ne peut y trouver à redire.

Après tout ce pauvre homme gagne son pain. Cela n'empêche que c'est triste... triste infiniment.

ARGENCE.

N. D. L. R. — A propos des Métaux de Lyon, l'*Humanité* annonçait que les dissidents communistes étaient déjà 600, alors que les membres du syndicat régulier étaient tombés à 300 ou 400.

Mazette, sur le papier, les mouvements de masse sont toujours brillants. Dans la réalité, hélas... trois fois hélas ! Mais alors, pourquoi ont-ils quitté le syndicat s'ils sont deux fois plus nombreux que les syndicalistes ? Il eût été plus adroit de ne pas scissionner et de faire jouer la bonne petite « loi de la majorité ».

La vérité, c'est qu'à Lyon comme à Paris et ailleurs, le Parti des masses est celui du réant. On l'a bien vu samedi dernier, à Paris, au meeting préparatoire du Congrès des Usines.

Aux ouvriers du Bâtiment

La 13^e région fédérale vous invite tous, ce soir, au meeting commémoratif de Pelloutier.

C'est au moment où nous constatons, avec une certaine affliction, la déviation du syndicalisme due, non pas seulement à l'opposition de nos adversaires politiques, mais ce qui est plus déplorable et plus triste, aux errements incompréhensibles et coupables de ceux qui ont la confiance de conduire le mouvement syndicaliste révolutionnaire, que va se commémorer l'anniversaire de la mort du « Père du syndicalisme ».

On peut dire que Fernand Pelloutier a été l'inspirateur, l'innovateur de la doctrine des producteurs, dont il a complètement défini le rôle et l'idéal.

L'œuvre de Pelloutier est immortelle parce qu'elle personifie une société rénovée sur la base unique du travail, seul élément vital d'une vie meilleure. Nous nous devons de l'admirer et de la propager.

Et en assistant ce soir à ce meeting, nous reconnaîtrons en lui la plus belle figure du syndicalisme et nous affirmerons qu'il a laissé des disciples et des animateurs de son œuvre sublime.

E. KOCK.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Baptiste FRAYSSE

Imprimerie spéciale du *Libertaire*

10-12, rue Paul-Lelong, Paris

CHEZ LES MINEURS

L'équipe des « Touche-à-tout » et des « Bon-àrien »

Les gueules noires du Pas-de-Calais et d'ailleurs, ainsi que les gens quelque peu au courant des pays miniers ont dû bien rire en lisant dans l'*Humanité* d'hier un compte rendu de Charbit sur l'anniversaire de la catastrophe de Courrières.

Les « ouvriers » du Comité Directeur sont aussi capables que les « manœuvres » des commissions subalternes. Charbit parle de la mine avec autant de compétence que Monatte cause de métallurgie. Le Parti des masses peut être fier de son élite. Avec des techniciens de cette envergure, il n'y a pas à s'en faire au lendemain de la Révolution... à condition que les syndicalistes suppléent aux porte-plume.

Or donc, Charbit, après avoir été bâtonné à Albi est allé énoncer à Lens. Il a voulu interviewer le camarade Simon Pierre, dit Ricq, délégué mineur de la fosse n° 3 de Courrières, à Méricourt, en 1906, au moment de la catastrophe, et encore maintenant.

Sur Charbit n'a rien compris aux explications de Ricq, ou bien ce dernier s'est payé la tête du bâtonneur de papier. La dernière version peut être admise, car Ricq n'aime pas les bouteilleurs de crânes et il a déjà mystifié des journalistes qui avaient autrement d'envergure que le pauvre envoyé du quotidien des... ignorants. Demandez au Matin qui avait envoyé Ardoquin en 1906.

Or donc, Charbit parle « d'air carbure » comme un chimiste distingué qui confondrait le carburant national avec l'acide carbonique.

Et plus loin : « C'est par l'aération qu'on peut se rendre maître du feu ». Sans doute, une nouvelle méthode moscovite qui consiste à souffler sur l'incendie pour l'éteindre.

Et « l'air bleu » qui sortait de l'issue en « brûlant » les ouvriers qui étaient « ivres pour pouvoir continuer leur besogne » !

On se demande, dans 20 ans, comment un autre Charbit contera la catastrophe. Nos petits neveux ne croiront plus aux lois de la chaleur, de la chimie, de la mécanique.

Dans quelles mains incapables est tombé le journal de Jaurès !

On comprend que la C.G.T.U. envoie un expert-comptable mesurer les bouteilles de la Verrerie Ouvrière, mais pour interviewer un ouvrier, l'*Humanité* ferait mieux d'envoyer un phonographe.

L'équipe des « Touche-à-tout » est vraiment l'équipe des « Bon-àrien ».

Le Galibot.

Après la grève Citroën

Après les échecs de chez Panhard, de chez Citroën et dans le Nettoyeur, il est nécessaire de réfléchir un peu.

Il est impossible, en ce moment, avec des effectifs syndicats si faibles et d'ailleurs divisés, d'engager des mouvements parce qu'il plait à des états-majors de dévoiler nos stratégies.

L'augmentation des rétentes est une nécessité qui n'est pas récente. Doit-elle être de 6 francs, de plus ou de moins ? Un chiffre unique est une absurdité, avec les diversités de salaires, d'indemnités, de pourboires, d'allocations, etc.

La C.G.T.U. a mis du temps à apprécier les décisions du C.C.N. qui avait décidé l'agitation sur la proposition de la Seine-Inférieure. Il apparaît à beaucoup de camarades que la campagne entrepris par l'état-major unitaire a deux motifs : opérer une diversion sur le drame du 11 janvier et préparer la réclame électorale du parti supérieur.

En effet, un organisme syndical qui est véritablement soucieux de faire obtenir des avantages immédiats à la classe ouvrière ne doit pas s'engager dans une aventure aussi folle, même avec les conseils et l'appui d'un groupement extérieur aussi révolutionnaire que le P.C.

Le Parti communiste français s'était fait sévèrement attraper par Moscou parce qu'il n'était pas intervenu dans la grève du Havre. Aujourd'hui, qu'il dirige la C.G.T.U. et se sert d'elle pour lancer ses mots d'ordre, on voit les résultats : échecs, défaites.

Et cela me semble pas encore suffisant aux viviseuteurs du P.C. Au congrès des usines, chacun est resté sur son plan syndical, les communistes comme les autres. Et ce fut bien, et cela donne de l'espoir.

Mais pourquoi donc le Révérend Pierre Monatte sorti ses cellules communistes d'une deux jours après ? Les sincères communistes qui sont dans les ateliers avec nous vont-ils œuvrer en commun comme cela a été décidé au congrès ou vont-ils suivre les conseils divisionnels du professionnel de la scission ?

Il y aura des Comités d'usine sur la base syndicale, pour unir les ouvriers, mais nous ne voulons pas de noyaux politiques pour diviser les travailleurs.

Les Monatte qui vivent de la propagande et qui la déshonorent n'ont pas à donner des ordres aux militants qui sont dans les usines.

Le Frâiseur.

N. B. — Le copain qui veut se battre en duel avec le colonel de la maison Citroën est prié de s'expliquer davantage.

Conférence de la Minorité

Le samedi 15 mars, les délégués des Unions départementales et Fédérations minoritaires, ceux des syndicats minoritaires et minorités constituées de la Seine et de la province (à raison d'un délégué par organisation) tiendront une conférence salle Pelloutier, avenue Mathurin-Moreau. La première réunion commencera à 9 heures du matin.

ORDRE DU JOUR :

La situation ;

Le cas de l'U.D. du Rhône.

Pour le bureau :

Jouet et Lartigue.

Quelques réflexions

Un organisme, une idée ne peuvent se développer, se propager, s'intensifier qu'à la seule condition que la loyauté, la sincérité, la camaraderie existent entre les membres de cet organisme défendant cette même idée.

Il faut critiquer, contester, argumenter quand il y a lieu mais ceci doit être fait courtisement, avec le seul désir de rechercher le mieux, sans mots acerbes ou déplacés, car on oublie trop souvent que nous sommes entre amis !

S'il y a critique, s'il y a contestation, l'on se doit de préconiser ou d'apporter un remède, sans cela cette critique est injustifiée et sans valeur positive.

Puisque le but à atteindre est commun, nous devons éviter les pointes d'amour-propre ou de susceptibilité. Voyons le bénéfice de l'œuvre entreprise. Sans cela, un congrès ressemble fort à une foire électorale.

Dans un congrès, il faut toujours se rappeler que le temps est précieux. Il faut donc l'économiser, surtout les paroles, afin de ne pas discuter sur des mots sans portée, au détriment du sujet principal. Trop vite, voilà le mal des congrès.

Seraït-il possible entre gens du meilleur monde, c'est-à-dire des travailleurs d'être plus tolérants les uns envers les autres afin de créer une ambiance telle qu'un congrès soit un lieu d'éducation morale, de méthode par sa tenue de simplicité et de mesure ?

Pour conclure : comme l'unité est de mode, sachons nous entendre en véritables camarades pour avoir cette puissance qui fait aimer l'idéal qui nous anime.

SAINT-DENIS.

SYNDICAT AUTONOME DES METAUX DE LA SEINE

AUX SYNDICALISTES DES MÉTAUX

Le Syndicat Autonome de la Métallurgie Parisienne a été constitué par les éléments mécontents de la tournée prise par le Syndicat unitaire, actuellement le jouet des influences politiciennes.

Il comprendra bientôt dans son sein tous ceux qui estiment que le syndicalisme, pour être fort, ne doit pas être à la remorque d'un parti politique. La politique est toujours une source de divisions dont les conséquences deviennent parfois tragiques.

Aussi tous les métallurgistes parisiens, animés d'un véritable sentiment syndicaliste révolutionnaire, se devront à eux-mêmes de venir grossir les rangs déjà compacts de notre organisation.

Il s'agit de faire une occasion de venir affirmer et leurs désirs et leurs sentiments en assistant aussi nombreux que possible à la réunion commémorative de la mort de celui qui fut un symbole du syndicalisme : FERNAND PELLOUTIER.

Nombreux sont ceux qui ignorent la vie de luttes et de sacrifices de celui qui résista dans la vie un des précurseurs du syndicalisme révolutionnaire.

Pour mieux savoir et mieux connaître, nos camarades considéreront comme un devoir d'assister à cette réunion qui démontre notre foi inébranlable dans le syndicalisme rénové par l'Unité.

Le Syndicat autonome.

P.-S. — Il est rappelé à tous les travailleurs de la métallurgie de la Seine qu'une permanence fonctionne tous les jours à la Bourse du Travail, salle 24, quatrième étage, de 19 h. 30 à 22 heures, le samedi de 14 heures à 18 heures et le dimanche matin de 9 heures à midi.

ORDRE DU JOUR : Lecture du rapport moral ; Divers.

Fédération du Papier-Carton. — Ce soir, à 20 h. 15, Comité fédéral.

— Ce soir, à 21 heures, Conseil central.

Aménagement parisien. — Pour le Congrès des fabriques, ce soir :

Maison Vaux, 5, avenue de Bougues : Réunion de tout le personnel à 18 h. 30, salle Pedrotti, 98, rue de Montreuil. Orateur, Rossignol.

Toutes les usines du numéro 4, rue Merle, réunion générale à 18 h. 45, salle Belgrave, 1, rue Mercœur. Orateur, De Groote.

Demain :

Maison Sanyas et Popot, faubourg Saint-Antoine, réunion de tout le personnel à 18 h. 15, salle Sorgis, 265, faubourg Saint-Antoine. Orateurs : Fayet et Rossignol.

Toutes les fabriques de la rue des Héros réunion générale à 18 h. 30, salle du café, numéro 80, rue des Héros. Orateurs : De Groot et Bouzu.

Syndicat unique des P.T.T. — Réunion de la Commission exécutive ce soir, à 20 h. 30.

ORDRE DU JOUR : Lecture du rapport moral ; Divers.

Fédération postale unitaire. — Réunion ce soir à 17 h. 30, bureau 13, 4^e étage. Sont conviés, les camarades Fourgeau, Boucher, Denoyelle, Allaire et les secrétaires des sections locales suivantes : Asnières, La Garenne, Levallois, Colombes, Clichy, Nanterre, Courbevoie, Boulogne, Issy, Clamart, Choisy, Charbonnières, Ivry, Montrouge, Antony et Romainville.

Présence indispensable.

PLOMBIERS-POSEURS. — Réunion des délégués ce soir à 19 heures, bureau 14.